

La zone euro a désormais besoin d'une hausse des salaires

CONJONCTURE La faible croissance des rémunérations bride la reprise économique

► La reprise se poursuit en zone euro, où le PIB réel a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre.

► Mais il en faudrait un peu plus pour renouer avec un rythme de croissance élevé.

Sur le front de la conjoncture, l'année 2017 sera (relativement) bonne en zone euro. Tout indique que les prévisions de croissance pour cette année, révisées à la hausse au printemps, seront dépassées. C'est évidemment une bonne nouvelle pour la Belgique, petite économie ouverte dont la santé dépend cruciallement de celle de ses partenaires.

En zone euro, d'avril à juin, le PIB (le produit intérieur brut, autrement dit : la création de richesses) a progressé, en volume (hors inflation), de 0,6 %, selon Eurostat, l'Office européen des statistiques. Mesurée sur une base annuelle (par rapport au trimestre correspondant de l'an passé), la progression atteint 2,2 %, confirmant le dynamisme plus soutenu de la conjoncture durant les derniers trimestres.

En mai, la Commission européenne avait déjà revu en légère hausse ses prévisions, tablant sur une croissance réelle de 1,7 % cette année. La Banque centrale européenne (BCE) avait fait de même en juin, pronostiquant 1,9 %. C'est dans la poche (ou presque). À la fin juin, l'acquis de croissance (comprenez : le taux de croissance de 2017 si l'activité devait stagner au second semestre) atteint déjà 1,7 %. On sera donc au-delà – et probablement légèrement au-dessus de 2 %. La performance sera donc supérieure à celles de 2016 (1,8 %) et de 2015 (2 %).

La reprise – en cours, au niveau de la zone, depuis le

deuxième trimestre de 2013 et qui s'est généralisée à l'ensemble des Etats membres (sauf la Grèce) – est certes lente au regard de l'expérience historique, mais l'Europe n'a pas à rougir de la comparaison avec les États-Unis.

Sans doute la zone euro a-t-elle connu une rechute en récession en 2011-2012, consécutivement à la crise des dettes souveraines (et à la mise en œuvre de politiques d'austérité). Mais, si la reprise a de ce fait été plus tardive de ce côté-ci de l'Atlantique, le rythme d'expansion est comparable à celui des États-Unis, comme le remarquait la semaine passée le comité de datation des cycles du CEPR, le Center for Economic Policy Research.

Il est vrai que tous les Etats membres n'ont pas encore retrouvé leur niveau de PIB (réel) d'avant la crise financière de 2008. Sans parler de la Grèce (où la situation rappelle la Grande Dépression des années 30), c'est le cas du Portugal et, surtout, de l'Italie, alors que l'Espagne vient tout juste de rattraper son retard.

La géographie du chômage confirme cette hétérogénéité de la zone euro. Si le taux de chômage est au plus bas en Allemagne (3,8 % en juin) et aux Pays-Bas (4,9 %), il reste élevé en Belgique (7,6 %), au Portugal (9 %) et en France (9,6 %), il est toujours à deux chiffres en Italie (11,1 %) et en Espagne (17,1 %).

Mais la zone euro peut-elle renouer durablement avec une croissance supérieure à 2 %, ou mieux : proche des 3 %, comme c'était le cas avant 2008 ?

Il ne faut pas oublier qu'au cours des deux dernières années, nous avons bénéficié de « vents favorables » – un pétrole très bon marché, des taux d'intérêt très bas, un euro faible et un relâchement de l'austérité budgétaire – dont on ne peut pas être certain qu'ils continueront à tendre les

voiles de l'économie. Ainsi, l'euro s'est raffermi face au dollar.

C'est pourquoi la Commission européenne répète que les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire (comprenez : l'Allemagne et les Pays-Bas) mènent des politiques un peu plus expansionnistes – sans grand espoir de convaincre (nos éditions du 11 août).

Plus fondamentalement, c'est d'une hausse des salaires dont l'Europe a besoin, afin de booster la consommation privée, qui constitue toujours le principal soutien de la croissance. Depuis quelques mois, les syndicats ne sont plus seuls à l'affirmer, s'étant découvert des « alliés » un peu inattendus à la Commission et à la BCE, mais aussi au FMI (Fonds monétaire international) et à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Même dans les pays où le taux de chômage est bas – notamment en Allemagne – la croissance des salaires reste feutrée ; et l'inflation contenue. Cela rend les économistes plutôt perplexes, eux qui postulent une relation inverse entre l'évolution du chômage et l'inflation – quand le premier baisse, la seconde accélère – nommée « courbe de Phillips ».

La Banque centrale européenne, récemment, tentait d'expliquer cette énigme en recourant à un indicateur plus large (et donc supposé plus fiable) de la sous-utilisation du facteur travail, estimée à 15 % de la population active – contre un peu plus de 9 % pour le taux de chômage officiel (nos éditions du 17 mai).

Selon la BCE, la situation, grâce à la reprise économique, devrait progressivement se normaliser. Sans doute une grande proportion des emplois créés sont-ils « de faible qualité », comme le reconnaissait en juin Mario Draghi, le président de la BCE (faisant référence aux jobs à

temps partiel subis, au travail intérimaire, aux contrats précaires...), mais il suffirait d'être patient : les « bons » jobs succéderont aux mauvais ; et les salaires augmenteront.

On le croirait volontiers, si la « courbe de Phillips » n'était pas également aux abonnés absents en dehors de la zone euro, dans d'autres pays où le taux de chômage est pourtant très bas : notamment en Grande-Bretagne (4,4 %), mais aussi aux États-

Unis (4,3 %), où la reprise est en cours depuis huit ans.

Dans les années 70, face à la « stagflation », la combinaison (inverse et également contre-intuitive) de stagnation économique et d'inflation, de nombreux économistes y voyaient l'effet d'un rapport de forces favorable aux travailleurs, qui pouvaient imposer des hausses de salaires que les employeurs répercutaient ensuite dans leurs prix de vente – l'inflation, dans cette optique, étant une manière par défaut pour nos sociétés de réconcilier (temporairement) des exigences irréconciliables.

Quarante ans plus tard, la mondialisation, les nouvelles technologies et l'affaiblissement des syndicats, du droit du travail et des processus de concertation sociale (via, notamment, les « réformes structurelles ») ont complètement inversé le rapport de forces. Et c'est peut-être l'explication la plus simple de la « grande modération » d'avant la crise financière et de l'absence d'inflation salariale actuelle.

S'ajoutent, de ce côté-ci de l'Atlantique, les politiques de « dévaluation interne » menées dans la périphérie de la zone euro, qui, par la réduction des salaires, visent à regagner des parts de marché à l'exportation souvent au détriment des partenaires.

Dans cette hypothèse, la croissance est condamnée à rester modeste pendant des années encore... ■

DOMINIQUE BERNIS

EN BELGIQUE**0,4 %**

En Belgique, l'activité économique au deuxième trimestre a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, selon la Banque nationale de Belgique (BNB). En base annuelle, la croissance économique s'élève à 1,4 %. Selon les dernières prévisions de la BNB, dévoilées à la mi-juin, le PIB en volume (autrement dit : hors inflation) augmenterait cette année de 1,6 %, renouant ainsi, après la baisse de régime de 2016 (1,2 %), avec le taux de croissance enregistré en 2014 et 2015.